



**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE TOULOUSE**

**CONSTRUCTION DU GRAND HÔPITAL REGIONAL DES ENFANTS (P2032 –  
GHRE) – MISSIONS DE BUREAU DE CONTROLE TECHNIQUE ET DE  
COORDINATION SPS**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**LOT 1 MARCHE PUBLIC DE CONTROLE TECHNIQUE  
LOT 2 MARCHE PUBLIC DE COORDINATION SPS**

## Table des matières

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat .....	3
1.1 - Nature de l'opération .....	3
1.3 - Décomposition des parties techniques du contrat et tranches .....	4
1.4 - Réalisation de prestations similaires .....	7
1.5 - Délai d'affermissement des Tranches Optionnelles .....	7
2 - Pièces contractuelles .....	7
3 - Intervenants .....	7
3.1 - Désignation de l'acheteur .....	7
3.2 - Assistant à Maître d'Ouvrage .....	7
3.3 - Groupement Marché Global Sectoriel .....	8
3.4 - Sous-traitance .....	10
3.5 - Conduite des prestations .....	10
4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	10
5 - Missions .....	11
6 - Durée et délais d'exécution .....	11
6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations .....	11
6.2 - Durée du contrat .....	11
6.3 - Délais d'exécution des tranches .....	11
7 - Prix .....	11
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	11
7.2 - Modalités de variation des prix .....	11
7.3 - Rémunération .....	12
8 - Garanties Financières .....	12
9 - Avance .....	12
9.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	12
9.2 - Garanties financières de l'avance .....	13
10 - Modalités de règlement des comptes .....	13
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	13
10.2 - Présentation des demandes de paiement .....	14
10.3 - Délai global de paiement .....	15
10.4 - Paiement des cotraitants .....	16
10.5 - Paiement des sous-traitants .....	16
10.6 - Nantissement et cession .....	16
11 - Conditions d'exécution des prestations .....	16
11.7 - Présentation des livrables .....	19
11.8 - Modifications techniques .....	19
11.9 - Arrêt de l'exécution des prestations .....	19
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	19
13 - Constatation de l'exécution des prestations .....	19
13.1 - Vérifications .....	19
13.2 - Décision après vérification .....	20
14 - Garantie des prestations .....	20
15 - Pénalités .....	20
15.1 - Pénalités de retard .....	20
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	20
15.3 - Autres pénalités spécifiques .....	20
16 - Assurances et attestations à fournir .....	20
17 - Résiliation du marché – Exécution par défaut .....	21
17.1 - Résiliation pour événements extérieurs au marché .....	21
17.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général .....	21
17.3 - Résiliation pour faute du Titulaire .....	21
17.4 - Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire .....	22
17.4.1 - En cas d'inexécution de la prestation en cours d'exécution .....	22
17.4.2 - Après résiliation prononcée aux torts du Titulaire .....	22
17.5 - Rupture conventionnelle du marché .....	22
17.5.1 - Mise en œuvre .....	22
17.5.2 - Effet de la rupture .....	22
17.6 - Résiliation du marché suite à l'arrêt de l'exécution des prestations .....	22
18 - Titulaire étranger .....	23
19 - Différends et litiges .....	23
20 - Dérogations .....	23

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Conformément à l'article L.111-23 du Code de Construction et de l'Habitation, les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières s'appliquent à la réalisation d'une mission de :

- Contrôle technique (CT)
- Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)

### 1.1 - Nature de l'opération

Le processus arrêté pour la réalisation de l'opération est le recours à un montage global par la conclusion d'un marché global sectoriel au sens de l'article L.2171-5 du code de la commande publique.

Le marché global sectoriel comporte des prestations de conception, construction, aménagement, entretien et maintenance

Des objectifs de performance chiffrés seront assignés au titulaire dudit marché global.

Le projet du CHU de Toulouse prévoit :

En tranche ferme :

- Construction de 2 extensions du bâtiment existant de l'Hôpital des Enfants (HE) qui seront construites pour répondre aux besoins médicaux grandissants et améliorer l'accueil des patients, notamment en pédiatrie, 20 289m<sup>2</sup> SDO construits en extension (hors circulations générales et locaux techniques).
- Restructuration « lourde » de l'hôpital existant (environ 8 357 m<sup>2</sup>). Le bâtiment actuel, ouvert en 1997, sera réhabilité pour le rendre conforme aux besoins médicaux actuels et aux nouvelles réglementations techniques. Chacune de ces extensions pourra faire l'objet d'un phasage et d'une réception spécifique.
- Entretien maintenance des parties concourants au clos couvert (façades et toitures) pour une durée de 12 mois à compter de la date de réception et sur la partie neuve du projet.

En tranche optionnelle 1 :

- Une partie de rénovation « légère » de l'hôpital existant ouvert en 1997 (environ 13 339 m<sup>2</sup>)

En tranche optionnelle 2 :

- Entretien maintenance des parties concourants au clos couvert (façades et toitures) pour une durée de 12 mois à partir de la fin de la première période de maintenance en tranche ferme.

Le projet intègre plus particulièrement des activités d'urgences pédiatriques, d'imagerie médicales, de plateau technique (blocs opératoires, neurochirurgie et cardiologie), de soins intensifs et de réanimation, d'un service néonatalogie, de locaux et circulations logistiques ainsi que d'espaces pour le personnel médical.

Il intègre deux extensions :

- Au nord pouvant accueillir les urgences, soins critiques, réanimation, bloc opératoires et imagerie,
- A l'est pouvant être dédié à la réanimation et soins intensifs de néonatalogie ainsi qu'à des fonctions transversales (tertiaires, fonction support).

Le bâtiment existant sera réhabilité pour accueillir les soins critiques, le plateau ambulatoire médical et les hospitalisations conventionnelles.

Une attention particulière sera portée au phasage des travaux qui permettra de maintenir les services en fonctionnement, l'organisation des flux (patients, personnels, logistiques) et minimiser les coupures d'alimentation. Le service de néonatalogie sera une priorité pour la livraison.

Le projet prévoit des sujétions techniques particulières, notamment :

- La construction des places de parking sous l'extension nord.
- Des modifications de voirie, créations d'espace vert et d'agrément, facilité de parcours des usagers.
- Le raccordement aux organes de production existants (chaleur, fluides méd., boucle HT, ...),
- L'amélioration des flux logistiques et l'intégration des circuits logistiques automatisés
- La création d'une passerelle de liaison.

Le projet devra intégrer une dimension environnementale forte, notamment :

- La réalisation d'un chantier à faible impact environnemental, incluant la possibilité de réutilisation des matériaux issus des travaux de restructuration
- Par la performance énergétique des bâtiments et la gestion des consommations,
- Le confort thermique et acoustique.

A titre indicatif, la surface dans œuvre (SDO) des bâtiments du projet représente environ :

- 20 289m<sup>2</sup> SDO construits en extension (hors circulations générales et locaux techniques)
- 21 698m<sup>2</sup> SDO restructurés sur le bâtiment existant soit la totalité des niveaux RDC au R+3 et 159m<sup>2</sup> SDO au sous-sol

**Lieu(x) d'exécution :**

**Adresse du site : Place du Docteur Baylac - TSA 40031 - 31059 Toulouse cedex 9**

Dès la notification du présent marché, la personne publique entend bénéficier des compétences soumises au stade de l'offre. Ainsi, la personne publique sera extrêmement vigilante au respect des intervenants mentionnés dans l'engagement du titulaire : elle pourra par ailleurs récuser un intervenant non connu si le titulaire n'a pas prévenu en cas de changement.

### **1.3 - Décomposition des parties techniques du contrat et tranches**

La mission est composée de parties techniques à réaliser dans tout ou partie d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle TO01 définie comme suit selon le périmètre détaillé figure aux différents tomes du programme de l'opération qui font partie du présent contrat :

**Les parties techniques sont décomposées comme suit :**

Partie technique 1 : Assistance à la sélection de l'opérateur titulaire du MGS

Partie technique 2 : Phase conception APD PRO

Partie technique 3 : Phase Autorisations administrative

Partie technique 4 : Phase réalisation

Partie technique 5 : Phase OPR et réception

Partie technique 6 : Mission pendant la période de garantie de parfait achèvement (GPA)

**Les tranches sont réparties comme suit :**

<b>Tranche(s)</b>	<b>Désignation</b>	<b>Parties techniques</b>
<b>Tranche ferme</b>	- Construction de 2 nouveaux bâtiments (Nord et Est) en extension de l'Hôpital des Enfants (HE) qui sera construite pour répondre aux besoins médicaux grandissants et améliorer l'accueil des patients, notamment en pédiatrie.  - Restructuration « lourde » de l'hôpital existant. Le bâtiment actuel, ouvert en 1997, sera réhabilité pour le rendre conforme aux besoins médicaux actuels et aux nouvelles réglementations techniques.	1 à 6
	Une partie rénovation légère de l'hôpital existant ouvert en 1997	1 à 3
<b>Tranche optionnelle n°1</b>	Une partie rénovation légère de l'hôpital existant ouvert en 1997	4 à 6

**Les missions à réaliser au titre du lot 1 – Contrôle technique et lot 2 Coordination SPS sont réparties comme suit :**

La mission du contrôleur technique est décomposée en **parties et sous-parties techniques** au sens de l'article 22 du CCAG-PI de 2021 :

Partie technique 1 : Assistance à la sélection de l'opérateur titulaire du MGS

- Analyses et rapports des solutions initiales (ESQ+), intermédiaires (APS-) et des offres finales (APS+)
- Mise au point du marché stade APS+
- Rédaction d'un pré-RICT

Partie technique 2 : Phase conception APD PRO

- Phase APD : Présences aux réunions, examen et rapports aux documents de conception
- Phase PRO : Présences aux réunions, examen et rapports aux documents de conception
- Phase PRO : Rédaction d'un RICT

Partie technique 3 : Phase Autorisations administrative

- Présences aux réunions et examen et rapports des documents des autorisations administratives avec rapports nécessaires aux autorisation administratives

Partie technique 4 : Phase réalisation

- Présences aux réunions
- Examen des documents de réalisation
- Examen sur chantier des ouvrages et des équipements
- Rédactions des rapports aux missions

Partie technique 5 : Phase OPR et réception

- Présences aux réunions
- Examen sur chantier des ouvrages et des équipements finalisés
- Examen des documents de réalisation
- Rapports finaux aux missions, notamment pour les commissions de sécurité

Partie technique 6 : Mission pendant la période de garantie de parfait achèvement (GPA)

- Présences aux réunions
- Examen des documents et sur chantier des ouvrages relatifs aux désordres, et rapports

Missions	TRANCHE FERME						TRANCHE OPTIONNELLE 1		
	1 : Dialogue pour choix MGS	2 : Phase conception APD PRO	3 : Phase Autorisations administrative	4 : Phase réalisation	5 : Phase OPR et réception	6 : Mission pendant la GPA	4 : Phase réalisation	5 : Phase OPR et réception	6 : Mission pendant la GPA
Construction 2 bât.	X	X	X	X	X	X			
Restructuration lourde	X	X	X	X	X	X			
Restructuration légère	X	X	X						
Restructuration légère							X	X	X

**Les missions à réaliser au titre du lot 2 – Coordination SPS sont réparties comme suit :**

Missions		Tranche fermée						Tranche Optionnelle		
		1 : Dialogue pour choix MGS	2 : Phase conception APD PRO	3 : Phase Autorisations administratives	4 : Phase réalisation	5 : Phase OPR et réception	6 : Mission pendant la GPA	4 : Phase réalisation	5 : Phase OPR et réception	6 : Mission pendant la GPA
N°01	Analyse 3 projets MGS (présence et avis à chaque tour de dialogue)	X								
N°02	Rédiger le rapport d'analyse des risques et mises à jours en phase conception	X	X							
N°03	Constitution du DIUO		X					X		
N°04	Préparation de la déclaration préalable de travaux		X							
N°05	Ouverture du RJC stade conception et mise à jour		X		X	X		X		
N°06	Etablissement du PGCSPPS et mise à jour		X		X			X		
N°07	Cadre-type de PPSPS		X							
N°08	Prise en considération des exigences et recommandations du CCLIN ou des entités du CHU de Toulouse		X	X	X	X				X
N°09	Avis sur le dossier APD et réunions		X							
N°10	Participation aux réunion du Maître d'ouvrage (mensuelle) COPIL	X	X	X	X	X	X			
N°11	Etablissement du PGCSPPS et diffusion dans les pièces contractuelles du Concepteur Réalisateur		X							
N°12	Avis sur le dossier PRO et réunions		X							
N°13	Avis sur le dossier PC			X						
N°14	Avis sur le plan d'installation de chantier		X		X			X		
N°15	Participation aux réunions préparatoires au chantier avec les organismes de prévention		X					X		
N°16	Réalisation des inspections communes et Suivi de l'agrément des sous-traitants				X			X		
N°17	Participation aux réunions de chantier				X			X	X	
N°18	Présence et intervention en réunions et rendez-vous particuliers en dehors des rendez-vous hebdo chantier et COPIL				X	X	X	X		
N°19	S'assurer de l'application des mesures de coordination et des procédures de travail qui ont été élaborées				X	X	X	X		
N°20	Tenue du PGC et RJC De réalisation				X	X		X		
N°21	Tenue du DIUO				X	X		X		
N°22	Constitution, règlement et présidence du CISSCT		X	X	X	X		X		
N°23	Harmonisation des PPSPS dans le PGC				X	X		X		X
N°24	Avis sur les FTM				X	X				
N°25	Remise du DIUO et levées des réserves					X			X	
N°26	Intervention et rapports Durant GPA APA						X			X

Le dialogue compétitif du projet dévolu en marché global sectoriel portera sur l'ensemble du périmètre et donc des tranches. L'analyse des projets sera donc à établir sur l'ensemble du programme.

#### **1.4 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

#### **1.5 – Délai d’affermissement des Tranches Optionnelles**

L’exécution de la tranche optionnelle est subordonnée à la décision expresse du Maître d’Ouvrage de l’affermir. Sa décision sera notifiée au Titulaire au plus tard 3 mois avant la fin de la période de Restructuration « lourde » de la tranche ferme.

#### **→ Indemnité d’attente et dédit :**

Il ne sera pas fait application d’une indemnité en cas d’attente, report ou de dédit de la tranche optionnelle.

### **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE).
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP).
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour le Bureau de Contrôle BCT
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour la Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé CSPS
- Les différents tomes du programme technique détaillé
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.-C.T.) applicables aux marchés de contrôle technique approuvé par le décret n°99-443 du 28 mai 1999.
- Le code du travail s’appliquant à la mission du CSPS, notamment les Articles R4532-11 à R4532-37 du Code du Travail
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- La décomposition des temps prévisionnels
- Le planning prévisionnel de l’opération
- Le mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d’adopter pour l’exécution du contrat.

Le marché étant forfaitaire avec obligation de résultats, les annexes jointes à l'offre, concernant les temps d'intervention (annexe) et la décomposition du prix global et forfaitaire (annexe) par type d'intervenant, ne sont pas des pièces contractuelles.

Le détail des parties et sous-parties techniques sont indiquées au présent CCAP article 1.3

L'annexe DPGF est utilisée notamment pour déterminer les phases et sous-phases techniques (au sens de l'article 22 du CCAG PI) et les montants des acomptes.

### **3 - Intervenants**

#### **3.1 - Désignation de l'acheteur**

**Centre Hospitalier Universitaire de Toulouse**

330 Avenue de Grande Bretagne

TSA7000034 – 31059 TOULOUSE

Adresse du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

#### **3.2 – Assistant à Maître d’Ouvrage**

**OTEIS PARTNERS Mandataire**

20 chemin de la Cepière Bâtiment B

31100 Toulouse

## **CAMBEA Cotraitant**

29 Rue du Clairon Pouget,  
31500 Toulouse

### **3.3 – Groupement Marché Global Sectoriel**

Le groupement titulaire du Marché global sectoriel est en cours de désignation par dialogue compétitif en marché global sectoriel.

- Les études de conception architecturales et techniques comprenant :
  - o Les études d'Avant-Projet Définitif (APD).
  - o Les études de Projet (PRO).
- L'élaboration du dossier de demande du permis de construire (PC) et tous les autres dossiers de demandes d'autorisations ou déclarations administratives.
- La mission de coordination SSI (CSSI) sur toute la durée du marché (études, travaux et GPA)
- Les études d'exécution (EXE), de synthèse (SYN) et la gestion de la cellule de synthèse.
- La réalisation des travaux et la livraison des ouvrages.
- La réalisation des travaux de VRD et d'aménagements extérieurs dans l'emprise du terrain.
- La direction des travaux (DET).
- Le VISA (VISA) des études d'EXE et de SYN.
- L'assistance à la réception des ouvrages (AOR).
- La production des dossiers des ouvrages exécutés (DOE).
- La garantie de Parfait Achèvement (GPA).

Le groupement MGS disposera des compétences dans les domaines :

- Des Travaux de Bâtiment TCE,
- D'Architecture (dont compétence en architecture d'intérieur) et de conception,
- Paysagiste, Urbaniste,
- D'Ingénierie tous corps d'états de technicité confirmée (voirie et réseaux divers, terrassements, structure (inclus périmètre démolition/reprises sous-œuvre, modifications structurelles, etc) et clos et couvert, second œuvre, courants forts et faibles inclus HT et bouclage électrique, Téléalarme , télésurveillance, télégestion, chauffage ventilation climatisation rafraichissement désenfumage, plomberie sanitaire, locaux à atmosphère contrôlée et classés « ISO CP M », sécurisation des espaces et locaux, éclairages et éclairages de locaux médicalisés, fluides médicaux compris gaz spéciaux et fluides complexes, appareils élévateurs, acoustique, Régulation et GTB/GTC),
- Maîtrise d'œuvre désamiantage et travaux de désamiantage,
- Ingénierie et mission spécifiques : géotechnicien, radioprotection, sécurité incendie (CSSI), sûreté (ESSP), Equipements et Equipement biomédicaux, vibratoire, logistique, signalétique, synthèse, Etudes et protection contre les effets de la foudre,
- D'Environnement : procédure environnementale réglementaire, dont études d'impact, simulations thermiques dynamiques de confort, de consommation, d'hydrogéologie, étude des risques naturels, ICPE/IOTA, de suivi de la démarche Qualité Environnementale en phases étude, chantier, traitement de la perméabilité à l'air du bâtiment et des réseaux aérauliques, mise en service de l'ouvrage et contrôle des atteintes des objectifs,
- D'entretien maintenance : intégration des sujets d'entretien maintenance aux différents ouvrages en phases conception puis exécution puis mise en service ; mise en œuvre de l'entretien maintenance durant les délais prévus au marché ; Maitrise des coûts d'entretien et de maintenance,
- De logistique médico-technique et hôtelière pour tous les flux de matériels, de consommables et d'éléments usagés (techniques et d'usages médicaux, distribution et réserve foncière pour AGV/TAL),
- Biomédicale pour tous sujets relevant des équipements médicaux à étudier et intégrer au projet (équipements indissociables au fonctionnement de l'ouvrage comme des bras médicaux ; matériels fixes, matériels mobiles, etc),
- OPC pour tous sujets de coordination intra groupement, de coordination avec les services du CHU notamment pour tous travaux de raccordement et restructuration, de planification des travaux, de planification des MESO (Mises En Service de l'Ouvrage), des planifications des études et établissement des dossiers nécessaires au fonctionnement du CHU (GN13, GE2, etc.).



Les opérateurs économiques apportant ces compétences (cotraitant ou sous-traitant) doivent être identifiés dès le stade de la candidature.

En vertu des dispositions de l'article 37 du décret no 80-217 du 20 mars 1980 portant Code des Devoirs Professionnels des Architectes, les architectes candidats ayant en charge la mission définie à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977 ne pourront être sous-traitants pour la réalisation de la mission précitée.

Les missions confiées dans le cadre du marché global sectoriel à la maîtrise d'œuvre intégrée au groupement comprendront a minima les missions suivantes :

- Les études d'Esquisse- et d'APS- et APS+ en phase de dialogue compétitif.
- Etudes d'Avant-Projet Définitif (APD),
- Préparation des demandes d'Autorisations administratives nécessaires à la réalisation et à la mise en service de l'ouvrage (exemples : permis de construire, Dossier loi sur l'eau, procédure d'examen au cas par cas, ICPE/IOTA, ESSP, etc... liste non limitative),
- Etudes de Projet (PRO) avec CCTP et plans de l'ensemble (niveau DCE) du périmètre du projet,
- Etudes d'exécution et de synthèse ou VISA selon les dispositions de l'article D2171-11 et suivant du Code de la commande publique,
- Le suivi de la réalisation des travaux selon les dispositions de l'article D2171-13 du Code de la Commande publique,
- Production du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et le dossier d'exploitation-maintenance (DEM),
- Réalisation et Assistance apportée au Maître d'Ouvrage lors des opérations préalables à la réception, de réception (AOR) et pendant la période de Garantie de Parfait Achèvement selon les dispositions de l'article D2171-14 du Code de la Commande publique,
- La formation du personnel utilisateur et exploitant au bon usage des bâtiments et des installations,
- Gestion des acteurs pour les interfaces travaux avec la ligne de Tram (Tisséo, Ville, etc), des concessionnaires (notamment Gaz) et services du CHU, gestion des services de l'Etat (Mairie, DDTM, DGAC, etc) étant précisé que le titulaire du marché aura la charge de la mise en œuvre des branchements provisoires et définitifs aux réseaux concessionnaires ou internes.
- Ainsi que des missions complémentaires dont la liste sera précisée dans la phase de remise des propositions qui portent notamment sur :
  - Le pilotage des missions géotechniques et d'hydrogéologie ; G2PRO, G3 à faire réaliser en sous-traitance ou en cotraitance. Il est précisé que le pouvoir adjudicateur pourra s'adjoindre les services d'une ingénierie géotechnique qui assurera le contrôle extérieur des missions géotechniques. Cette ingénierie devra être différente du prestataire retenu par le groupement (NOTA : les résultats de la mission G2AVP seront transmis dans le dossier de consultation en phase dialogue) ;
  - Le pilotage de missions d'audit structurel pour la restructuration « lourde » de la Tranche Ferme ;
  - La digitalisation des services hospitaliers ;
  - La Mission CSSI coordination des systèmes de sécurité incendie (CSSI) ;
  - Mission EQUIP (Equipements), pour une partie des locaux, qui définira sur plans et coupes l'intégralité des terminaux techniques, architecturaux et de CES (prises, éclairages, équipements, mobiliers, etc.) ;
  - Mission BIOMEDICALE, pour tous les équipements biomédicaux fixes ou mobiles nécessaires au projet, par compilation des Fiches techniques pour chaque local concerné, listing et définitions des caractéristiques techniques de chaque équipement, intégrations des données aux études et travaux, intégration sur plans des équipements ;
  - Mission RADIOPROTECTION, pour les études de rayonnements et définition des protections dédiées pour tous les locaux concernés par les émissions de rayonnements, et préconisations de mises en œuvre ;
  - Mission ARF et ETF, pour les études et mises en œuvre des protections des installations électriques inclus antenne paratonnerre pour le projet et périmètre environnant ;
  - Toute prescriptions d'études précisées aux différents Tomes du PTD de l'opération ;
  - Mission de suivi de la qualité environnementale (Indicateurs Environnementaux CHU – Etablissements de Santé).

### 3.4 - Sous-traitance

La sous-traitance pourra être acceptée pour la réalisation de quelques missions définies ci-après mais les tâches et missions principales devront être effectuées par le titulaire et notamment la coordination et la gestion du projet. La sous-traitance sera réalisée sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Le sous-traitant devra disposer des qualifications équivalentes au titulaire.

Les prestations non essentielles que le bureau de contrôle peut sous-traiter incluent des tâches qui ne remettent pas en cause ses responsabilités essentielles et obligations contractuelles, telles que définies par le Code de la Construction et de l'Habitation.

Le bureau de contrôle reste pleinement responsable des prestations sous-traitées et de leurs conséquences conformément à l'article R111-42 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).

Le Maître d'Ouvrage limite la sous-traitance aux prestations considérées comme non principales suivantes :

- Mission Pha
- Mission ATT Pha
- Mission Vérification Complète des Protections Foudre (VCPF)
- Mission THG Thermographie des installations électriques

### 3.5 - Conduite des prestations

Dès la notification du présent marché, la personne publique entend bénéficier des compétences soumises au stade de l'offre. Ainsi, la personne publique sera extrêmement vigilante au respect des intervenants mentionnés dans l'engagement du titulaire : elle pourra par ailleurs récuser un intervenant non connu si le titulaire n'a pas prévenu en cas de changement.

Si les personnes physiques désignées pour assurer les missions du titulaire et leurs suppléants désignés pour chaque mission ne sont plus en mesure de remplir leurs missions, celui-ci doit en **informer sans délai** le Maître de l'Ouvrage par envoi recommandé avec avis de réception postal, selon le déroulement en application de l'article 3.4.3 du CCAG - PI.

Si le pouvoir adjudicateur constate que l'une des personnes désignées et leurs suppléant n'a pas les compétences requises, le pouvoir adjudicateur peut la ou les récuser. Dans ce cas le titulaire doit proposer son ou leur remplacement dans les mêmes conditions que prévu à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

En cas de difficulté dans l'exécution de la prestation, la personne publique se réserve la possibilité de demander le remplacement de la personne désignée ci-dessus. Au préalable, la personne publique informera le titulaire de la difficulté qu'il rencontre dans l'exécution de la prestation. Le titulaire a **15 jours** pour présenter un remplaçant sous peine d'application de la pénalité définie à l'article dédiée dans le présent CCAP.

Celui-ci est considéré comme accepté si la personne publique ne le récuse pas dans un délai de **15 jours**.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

Cet article déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

Les compétences des suppléants doivent être au moins égales aux compétences des personnes désignées pour conduire les prestations du marché.

## 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Au titre de la mission effectuée pour le présent contrat, le titulaire s'engage à prendre toutes mesures pour préserver la confidentialité du dossier du projet.

Il s'engage à ne pas révéler ou laisser révéler aux tiers l'existence, le contenu, la teneur d'informations quelle qu'elles soient, et d'une manière générale, à garder confidentielle toute information relative au projet, sauf à avoir recueilli l'accord préalable écrit du Maître d'ouvrage et de son ATMO au sujet d'une éventuelle divulgation.

A cet titre, le titulaire traitera comme confidentiel tout document, plans et autres informations commerciales, financières et techniques relevant de l'objet de la mission du présent contrat.

## 5 - Missions

Le **contenu et attendues** des missions est identique **pour toutes les parties et sous parties techniques**.  
Les **détails et particularités complémentaires définies par le Maître d'Ouvrage aux missions sont stipulées au CCTP**.

La répartition de la réalisation des missions est définie à l'article 1.3.

## 6 - Durée et délais d'exécution

### 6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La durée globale minimum estimatif prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 91 mois :

Phase dialogue compétitif : 12 mois

Phase conception études : 10 mois

Phase réalisation : 21+48 mois hors déménagements pour tranche ferme et optionnelle

La date prévisionnelle de début des prestations est : Mai 2025

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est : décembre 2032

### 6.2 - Durée du contrat

Le marché prend effet à compter de la date de notification du contrat qui vaut OS de démarrage.

Le marché prend fin au terme du délai de GPA tel que défini à l'article 44.1 du CCAG Travaux de 2021.

### 6.3 - Délais d'exécution des tranches

La tranche ferme s'exécute à compter de la date de notification du marché et, pour la tranche optionnelle, à compter de la date fixée par la décision d'affermissement du maître d'ouvrage prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée.

Le cas échéant, l'affermissement de la tranche optionnelles sera notifié au titulaire du marché par un courrier transmis par tous moyens permettant d'établir date certaine d'envoi et de réception.

Il vaudra ordre de service de démarrage. Le titulaire du marché devra engager dès lors les prestations nécessaires à l'exécution de la tranche optionnelle affermie.

En cas de non affermissement de la tranche optionnelle, aucune indemnité ne pourra être réclamée par le titulaire, en référence à l'article « Délai d'affermissement des Tranches Optionnelles » ci-avant du CCAP.

## 7 - Prix

### 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont régies par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base **des conditions économiques du mois M0 indiqué dans l'acte d'engagement**.

Les prix sont révisés par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (ING (n) / ING (o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes. Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

### **7.3 - Rémunération**

La rémunération globale forfaitaire de la mission indiquée à l'Acte d'Engagement comprend toute sujétion et tout déplacement nécessaire à l'exercice de cette mission. Elle tient compte notamment du temps passé par le titulaire sur le chantier, des frais de fonctionnement et de secrétariat nécessaires à l'exécution de cette mission.

La rémunération forfaitaire est établie sur la base des données fournies dans le dossier de consultation, élaboré au stade du programme de l'opération.

Si des modifications interviennent quant à la destination, l'importance et la nature des ouvrages, les parties conviennent de passer un avenant au marché afin d'adapter les clauses du marché aux modifications apportées. Les modifications de délais qui pourraient intervenir concernant les phases de conception, n'auront pas d'impact sur la rémunération du contrôleur technique.

Pour la phase de suivi de l'exécution des travaux, la rémunération forfaitaire pourra être revue pour chaque phase concernée par avenant si le délai estimé des travaux est modifié de 1 mois ou plus au stade des études de conception, ou de 1 mois ou plus durant le délai de réalisation, remises par le groupement de conception exécution et acceptées par le Maître d'ouvrage.

## **8 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **9 - Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Prestations Intellectuelles.

### **9.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **9.2 - Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

## **10 - Modalités de règlement des comptes**

### **10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Les prestations sont réglées selon les dispositions suivantes pour la tranche ferme et optionnelle :

Au titre du lot 1 – Contrôle Technique :

- Dialogue compétitif / analyse des 3 projets : un acompte de 60% après remise du rapport d'analyse des projets initiaux (1<sup>er</sup> tour de dialogue), un acompte de 20% après remise du rapport d'analyse des projets intermédiaires (2<sup>ème</sup> tour de dialogue) et un acompte de 20% après remise du rapport d'analyse des projets finaux, incluant la mise au point du marché stade APS+.
- APD : 100 % après remise du rapport d'analyse du dossier APD vérifié.
- PC : 75 % après remise du rapport d'analyse du dossier PC validé et remise de l'attestation PS + thermique + accessibilité, 25% à réception de l'autorisation
- PRO : 100 % après remise du rapport d'analyse du dossier PRO vérifié et du RICT.
- Documents d'exécution incluant examen des travaux modificatif : acompte mensuel au prorata du délai travaux
- Réalisation des travaux : acompte mensuel au prorata du délai travaux.
- Délivrance des attestations relatives aux missions (LP, PS, ATT HAND, ATT Ph... exhaustif de toutes les missions) ou pour toute mission temporellement limitée par rapport au délai global du projet : 100 % à la date de réception du rapport par le Maître d'ouvrage
- Vérification initiale et inspection des installations électriques (1<sup>er</sup> passage) (VIEL/RVIE) : 100 % à la date de réception du rapport avant mise sous tension
- Vérification initiale et inspection des installations électriques (2<sup>ème</sup> passage) (VIEL/RVIE) pendant l'APA : 80 % à la date de réception du rapport par le Maître d'ouvrage ; 20 % à la réception du rapport vierge
- Thermographie de l'ensemble des travaux électriques (1<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> passage) pendant l'APA : 80 % à la date de réception du rapport par le Maître d'ouvrage, 20 % à la réception du rapport vierge
- Réception / rapports finaux et attestations : acompte au prorata du périmètre des différentes phases travaux, après transmission du(es) document(s) concerné(s) vérifié(s) : 80 % à la date de réception du rapport par le Maître d'ouvrage ; 20 % à la réception du rapport vierge de réserves (avec attestation de levées de réserves)

Examen et avis sur les actions réalisées en période de garantie de parfait achèvement : 100 % par acomptes mensuels calculés sur la durée prévisionnelle de la prestation

Au titre du lot 2 – Coordination SPS :

- Dialogue compétitif / analyse des 3 projets : un acompte de 30% après remise du rapport d'analyse des projets initiaux (1er tour de dialogue), un acompte de 30% après remise du rapport d'analyse des projets intermédiaires (2ème tour de dialogue), un acompte de 30% après remise du rapport d'analyse des projets finaux et un acompte de 10% après la remise du rapport de mise au point de l'APS+.
- Participation aux réunions du Maître d'ouvrage COPIL : 100 % par acomptes mensuels calculés sur la durée prévisionnelle d'exécution des travaux
- APD : 100 % après remise du rapport d'analyse du dossier APD validé.
- PC : 100 % après remise du rapport d'analyse du dossier PC validé.
- PRO : 100 % après remise du rapport d'analyse du dossier PRO vérifié et de la fourniture du projet de règlement de CISSCT, du PGCSPPS et ses annexes.
- Etablissement de la déclaration préalable ; 100 % à la date de réception (1) du document par le Maître d'ouvrage
- Etablissement du projet de DIUO ; 100 % à la date de réception (1) du document par le Maître d'ouvrage
- Etablissement PGCSPPS provisoire et définitif ; 50 % à la date de réception du PGC provisoire par le Maître d'ouvrage ; 50 % à la date de réception (1) du PGC définitif par le Maître d'ouvrage
- Cadre type et Harmonisation PPSPS ; 50 % à la date de réception (1) du document par le Maître d'ouvrage ; 50 % à la date de réception (1) du PPSPS définitif par le Maître d'ouvrage
- Règlement CISSCT ; Mise en place et direction des réunions CISSCT 100 % par acomptes mensuels calculés sur la durée prévisionnelle d'exécution des travaux
- Visites d'inspection communes pour tous les intervenants : 100 % par acomptes mensuels calculés sur la durée prévisionnelle d'exécution des travaux
- Présence et intervention en réunions et rendez-vous particuliers en dehors des rendez-vous hebdo chantier et COPIL : 100 % par acomptes mensuels calculés sur la durée prévisionnelle d'exécution des travaux
- Réalisation des travaux : acompte mensuel au prorata du délai travaux.
- Réception / DIUO : 100 % après remise du rapport de visite de réception des ouvrages et du DIUO vérifié.
- Levée des réserves : 100 % après la levée de la dernière réserve.
- Examen, avis et analyse des risques d'intervention au cours de l'APA et corrections éventuelles du DIUO : 75 % par acomptes mensuels calculés sur la durée de l'APA ; 25 % à l'achèvement de l'APA et de la remise des corrections en DIUO.

Pour le versement du solde, le titulaire adressera son projet de décompte à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement si tous les rapports sont vierges de réserves.

Pour les acomptes mensuels, un échéancier pourra être établi et mise en œuvre au cours du marché.

## **10.2 - Présentation des demandes de paiement**

Un logiciel de gestion financière dématérialisée sera mis en place par le groupement de Conception Réalisation après sa notification pour gestion des situations d'honoraires et décompte final. Les frais de mise en place, de fonctionnement, d'abonnement, de formation et d'assistance sur ce logiciel ne sont pas à la charge du titulaire. Il est imposé au titulaire qui devra obligatoirement utiliser ce système de gestion et disposer d'une connexion au réseau internet et d'une messagerie de type e.mail.

En absence de ce logiciel, le titulaire devra établir ses situations d'honoraires en version papier dématérialisée, la transmettre à l'AMO et Maître d'Ouvrage, et intervenir sur le logiciel CHORUS pour y verser ses notes d'honoraires.

Les situations seront vérifiées et traitées par l'ATMO et le MOA sur ce logiciel. Le titulaire devra déposer sa situation et remplir l'avancement des prestations selon la DPGF mise en ligne sur ce logiciel. Un lien informatique sera établi entre Chorus Pro et ce logiciel. Les modalités d'usage précises du logiciel seront finalisées en début de mission.

En cas d'attente de la mise en place de ce logiciel, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques seront effectués sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des prestations ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

L'acompte mensuel du mois "m" est la différence entre les décomptes mensuels du mois "m" et du mois "m-1". Les variations des prix seront calculées selon l'article 4.3 ci-avant.

L'état de solde est établi et transmis selon les mêmes modalités que les projets de demandes d'acomptes.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

### **Informations à utiliser pour la facturation électronique**

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 263 100 125 00016
- Code service : PISTE
- Numéro d'engagement juridique : (numéro du marché indiqué dans la lettre de notification)

### **10.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le dépassement du délai de paiement prévu notamment dans les conditions des articles L.2192-12 du Code de la commande publique, ouvre de plein droit, et sans autre formalité, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année

civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage applicable dans les conditions des articles R.2192-31 du Code de la commande publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros, conformément à l'article R.2192-35 dudit Code.

#### **10.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

La gestion des paiements des cotraitants et des sous-traitants sera effectuée par un système d'échanges de données informatiques financières des marchés de travaux et des prestataires intellectuels que le partenaire devra utiliser selon les mêmes conditions que le titulaire.

En absence de ce logiciel, le titulaire devra établir ses situations d'honoraires en version papier dématérialisée, la transmettre à l'AMO et Maître d'Ouvrage, et intervenir sur le logiciel CHORUS pour y verser ses notes d'honoraires.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

#### **10.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

La gestion des paiements des cotraitants et des sous-traitants sera effectuée par un système d'échanges de données informatiques financières des marchés de travaux et des prestataires intellectuels que le partenaire devra utiliser selon les mêmes conditions que le titulaire.

#### **10.6 - Nantissement et cession**

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG PI, le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché sera délivré au titulaire sur demande expresse adressée au CHU de TOULOUSE.

### **11 – Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Les personnels du titulaire ou ses préposés ont accès aux locaux du CHU de TOULOUSE dans le respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché public.

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique.

La notification d'une décision, observation ou information devant courir un délai sera notifié au titulaire du marché par un courrier transmis par tous moyens permettant d'établir date certaine d'envoi et de réception

- Le CHU de TOULOUSE notifiera les documents modifiant le marché public (avenant, décompte de résiliation, acte spécial de sous-traitance etc...) par voie électronique.

La plateforme de dématérialisation sera utilisée afin de garantir la confidentialité et la traçabilité des échanges.

#### **11.1. Conditions d'intervention du contrôleur technique**

**Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique.**



### **Les conditions suivantes seront en outre appliquées :**

- Si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au pouvoir adjudicateur dans un délai de 8 jours à compter de la 1<sup>ère</sup> demande sans retour ou au délai fixé de réception, et le signaler par tous moyens au Maître d'Ouvrage et son AMO
- La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au maître d'ouvrage les essais qu'il estimerait nécessaires, sans que ceux -ci ne soient à sa charge ;
- Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
- Le maître d'ouvrage prendra les dispositions nécessaires pour :
  - Informer, dès l'origine, les concepteurs-réalisateurs, CSPS, et d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;
  - Donner au contrôleur technique copie du permis de construire ;

### **11.2. Autorité du coordonnateur SPS**

En préalable, il est précisé que le coordonnateur a libre accès au chantier en respectant les principes de sécurité ainsi qu'au bureau de chantier et au matériel mis à disposition le cas échéant.

Le coordonnateur doit informer le Maître d'ouvrage et l'Assistant au Maître d'Ouvrage, sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Cette information doit être confirmée par écrit. Il est aussi fait mention de ces violations dans le Registre-journal de la Coordination (RJC).

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts est consignée au Registre-journal de la Coordination. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur, sont également consignées dans le Registre-journal de la Coordination.

Tout différend entre le coordonnateur et l'un des intervenants du chantier est soumis au maître d'ouvrage et l'AMO.

### **11.3. Moyens donnés au coordonnateur SPS**

#### Obligations du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage communique au coordonnateur :

- Avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux marchés MGS (APS+, APD, PRO, documents EXE, etc), ou tout autre document d'étude nécessaire au déroulé de l'opération
  - Le nom du ou des éventuels chefs d'établissement dont les activités interfèrent avec le chantier,
- Au fur et à mesure de leurs désignations, les noms et missions des intervenants mentionnés au présent document ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Il tient à sa disposition leurs contrats,
- La liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier.

Il informe le coordonnateur des réunions qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes-rendus de ces réunions. Pour les opérations de CATEGORIE 1, le maître d'ouvrage communique au coordonnateur la décision de constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ainsi que ses compléments éventuels.

Il remet au coordonnateur tous les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ultime sur l'Ouvrage (DIUO) notamment le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) dès qu'il est établi. Dispositions prises par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour que le coordonnateur puisse se faire communiquer tous documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (concepteurs, entreprises, bureau de contrôle technique ...) et en particulier :

- l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux, y compris les travaux de levées de réserves ;
- l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail ;
- par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclu, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- de l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » prévue par l'article 44 du CCAG-Travaux.

En ce sens, les entreprises doivent communiquer au coordonnateur le nom de leurs représentants siégeant au Collège Interentreprises de Sécurité, de santé et des Conditions de Travail.

Quant au Concepteur Réalisateur, il doit communiquer au coordonnateur les mesures d'organisation générales du chantier. Il l'informe aussi de toutes les réunions auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle ne lui soit adressée. Le coordonnateur est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

#### **11.4. Obligations du coordonnateur SPS**

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier. En tout état de cause, il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission. A la fin de chaque mois, il remet au maître d'ouvrage un compte rendu d'avancement de l'exécution de sa mission.

Voir également le CCTP qui détaille sa mission

Dès l'ouverture du chantier ou à la signature du marché (articles R. 4532-11 à 16 du Code du travail) un exemplaire de chacun des documents suivants est consultable :

Documents

Registre Journal

Plan Général de Coordination en matière de SPS

#### **11.5. Désignation de suppléants au coordonnateur**

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de SPS doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R.4532-31 du Code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme coordonnateur. Ainsi, le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

A la demande du maître d'ouvrage, des suppléants ont pu être désignés par le titulaire dans son offre et acceptés par le maître d'ouvrage. Au minimum un suppléant devra être prévu afin de remplacer le coordonnateur principal en cas d'absence (congrés, arrêt maladie, indisponibilité...).

Dans le cas d'un remplacement définitif du CSPA principal par le suppléant, le remplacement se fera par un simple échange de courrier entre le titulaire du marché et le maître de l'ouvrage. Dans le cas contraire, la nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, dans les conditions suivantes :

- le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa à l'article 3.4.3 du CCAG-PI. Cette demande sera accompagnée de l'attestation de compétence de la nouvelle personne physique ;
- le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 15 jours pour agréer le nouveau coordonnateur. L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite du pouvoir adjudicateur.

- si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récuse également ce remplaçant la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 32 du CCAG-PI.

Le coordonnateur, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 7 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la Protection de la santé des Travailleurs.

## **11.6 - Achèvement de la mission du CSPS**

L'intervention du coordonnateur s'achève à la levée de la dernière réserve de réception des travaux.

### **11.7 - Présentation des livrables**

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

- Tous les rapports et documents établis par le contrôleur technique devront être transmis par e-mail au MOA et ATMO et déposé sur le Système d'Echange des Données Informatique (SEDI) de l'opération

Le CCTP utilise les termes « rapports, avis, compte-rendu, rapports de visite, etc » pour désigner les livrables que sont tous les documents rédigés et émis par le bureau de contrôle dans le cadre du marché et de ses missions.

Ils sont remis selon les formats et sur les supports suivants :

- Format informatique (pdf) et un exemplaire papier pour les rapports finaux et attestations finales ;

### **11.8 - Modifications techniques**

Pendant l'exécution du contrat, le maître d'ouvrage peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formalisation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

### **11.9 - Arrêt de l'exécution des prestations**

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque partie ou sous-partie technique distinctes définies à l'article 1.3 du présent au CCAP (et sans indemnité) et ce pour la tranche ferme et optionnelle N°01.

Dans ces conditions, l'application des dispositions prévues aux articles 27, 33 et 34 et alinéas du C.C.A.G-PI s'appliqueront sous réserve des dérogations suivantes :

Article 32.2 Le règlement des sommes dues au titulaire correspondra aux éléments de missions déjà commandés par le maître de l'ouvrage, et accomplis

## **12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

## **13 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **13.1 - Vérifications**

Les vérifications seront effectuées dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

Les vérifications seront effectuées par le MAITRE D'OUVRAGE et/ou l'ATMO OTEIS PARTNERS / CAMBEA.

### 13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

## 14 - Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

## 15 - Pénalités

### 15.1 - Pénalités de retard

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison d'un ou des livrables est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, une pénalité fixée à 200 € HT, par jour de retard. La pénalité s'applique sur la prestation à exécuter.

La définition des livrables est précisée à l'article 11.1 du CCAP.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard, qui seront appliquées dès le premier (1<sup>er</sup>) euro.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 25,0 % du montant du marché.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 1 000,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 15.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Absence au(x) réunion(s)	Forfaitaire	200,00 €	Pénalité pour absence injustifiée à une réunion pour laquelle le titulaire a été convoqué

## 16 – Assurances et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

#### Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Il devra fournir ces attestations chaque année.

Le titulaire produira également tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, l'ensemble des pièces énumérées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail (vérification relative à l'emploi de salarié).

A défaut de production de ces attestations, il sera fait application de l'article 17 (résiliation) du présent CCAP

## 17 - Résiliation du marché – Exécution par défaut

### 17.1 - Résiliation pour événements extérieurs au marché

La résiliation pour événements extérieurs au marché peut intervenir dans tous les cas prévus à l'article 37 du CCAG/PI.

Cette résiliation n'ouvre pas droit pour le Titulaire à indemnité.

### 17.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 40 du CCAG/PI, une résiliation du marché par le Pouvoir Adjudicateur pour motif d'intérêt général, n'ouvre pas droit pour le Titulaire à indemnité, sauf à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

### 17.3 - Résiliation pour faute du Titulaire

Le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, dans tous les cas prévus à l'article 39.1 du CCAG/PI, et notamment, dans les cas particuliers suivants :

- En cas de mauvaise exécution ou d'exécution fautive de ses obligations contractuelles ;
- Lorsque le Titulaire, au cours de l'exécution du marché, tombe sous le coup d'un motif d'exclusion de la procédure de passation, prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique ;
- En cas de défaut de désignation de la ou des personnes en charge de la conduite des prestations, ou en cas de deux refus successifs par le Pouvoir Adjudicateur d'un remplaçant proposé par le Titulaire, en application de l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent C.C.A.P. ;
- En cas de violation des obligations de confidentialité dans les conditions évoquées à l'article 4 du présent C.C.A.P. ;
- Lorsque le Titulaire est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail ;
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire ;
- Non-renouvellement ou de perte de l'agrément du Contrôleur Technique portant sur les domaines concernés par le présent marché,
- Non-respect répété des obligations minimales de présence hebdomadaire sur le site ou en réunion, de remise de documents prévus au marché,
- Non-justification des assurances professionnelles civiles et décennales.
- Non-présentation d'un suppléant, d'un remplaçant pour les personnes nominativement nommés (cf. article 3.6 ci-avant), si ces personnes ne sont plus en mesure de remplir leur mission, et dans le cas où le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant.

Sauf dans les cas cités à l'article 39.2 du CCAG/PI, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, le Pouvoir Adjudicateur informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Lorsque le Pouvoir Adjudicateur met le Titulaire en demeure de faire cesser sans délai une situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, la mise en demeure est assortie d'un délai de deux (2) mois, conformément aux dispositions de l'article L8222-6 du code du travail.

En cas de résiliation du marché, le Titulaire remet au Pouvoir Adjudicateur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et travaux effectués dans le cadre du marché.

Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucun dommage et intérêt.

## **17.4 - Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire**

### **17.4.1 - En cas d'inexécution de la prestation en cours d'exécution**

Sauf cas de force majeure, dans l'hypothèse où le Titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter les prestations concernées aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le Titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au Titulaire défaillant.

Cette exécution par défaut est précédée d'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution par laquelle le Pouvoir Adjudicateur invite le Titulaire à se conformer à ses obligations, et l'informe de la sanction envisagée.

A l'expiration de ce délai, à défaut de rétablissement de la situation, le Pouvoir Adjudicateur y remédie aux frais et risques du titulaire, soit par lui-même, soit par une entreprise tierce désignée par lui.

Pendant toute la durée de la régie, le Titulaire n'a plus droit à aucune rémunération. En cas de reprise des prestations par le Titulaire, l'éventuel surcoût résultant de l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire, est déduit des premières factures afférentes à la poursuite de l'exécution des prestations jusqu'au remboursement de ce surcoût.

La régie cesse dès que le Titulaire est de nouveau en mesure de remplir ses obligations. Le Titulaire est tenu d'informer par écrit le Pouvoir Adjudicateur, de la date à laquelle il est en mesure de reprendre l'exécution normale du marché. A défaut, le Pouvoir Adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de la mise en régie, et le Titulaire en supportera les conséquences financières.

### **17.4.2 - Après résiliation prononcée aux torts du Titulaire**

En application de l'article 27.1 du CCAG/PI, en cas de résiliation prononcée aux torts du Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter par un tiers les prestations prévues par le marché aux frais et risques du Titulaire.

Le surcoût éventuel résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, est prélevé sur les sommes restant dues au Titulaire, sans préjudice des droits du Pouvoir Adjudicateur à exercer un recours contre le Titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au Pouvoir Adjudicateur.

## **17.5 - Rupture conventionnelle du marché**

### **17.5.1 - Mise en œuvre**

Les Parties peuvent, d'un commun accord, mettre fin au marché avant son exécution complète. A défaut d'accord, une résiliation peut intervenir selon les cas prévus aux articles 37 à 40 du CCAG/PI et sous réserve des dérogations éventuellement prévues par le présent C.C.A.P.

La rupture conventionnelle prend la forme d'un avenant qui stipule, le cas échéant, le montant des créances restant dues par le Pouvoir Adjudicateur, le montant des pénalités dues par le Titulaire, l'éventuel droit à indemnité du Pouvoir Adjudicateur ou du Titulaire, et toute autre somme due par l'une ou l'autre des Parties en application du marché.

Cet avenant est signé par les représentants légaux des Parties contractantes du marché.

### **17.5.2 - Effet de la rupture**

Les commandes reçues par le Titulaire avant la date d'effet de la rupture du marché sont honorées, quelles que soient les dates d'exécution ou de livraison effectives.

La rupture met fin aux relations contractuelles à la date fixée dans l'avenant de rupture, ou, si l'avenant ne précise pas sa date d'effet, à sa date de notification.

## **17.6 - Résiliation du marché suite à l'arrêt de l'exécution des prestations**

Conformément à l'article 22 du CCAG/PI, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'interrompre l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques composant le marché.

Les parties techniques du marché, le cas échéant, sont décrites à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent C.C.A.P.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché, conformément aux stipulations de l'article 38.3 du CCAG/PI, et ne donne lieu à aucune indemnité pour le Titulaire.

## **18 - Titulaire étranger**

La monnaie de compte du marché est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## **19 - Différends et litiges**

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le Titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Tout différend survenu à l'occasion du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 43 du CCAG/PI.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents et plus précisément le Tribunal Administratif de Toulouse sera compétent.

## **20 - Dérogations**

- L'article 10.6 du CCAP déroge à l'article 4.2 du CCAG – Prestations intellectuelles.
- L'article 11.3 du CCAP déroge aux articles 27, 33 et 34 du CCAG – Prestations intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations intellectuelles.
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles- L'article 17.2 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles